



AFP PHOTOS / Helio Jungé

Le Président du Comité Nobel, Thorbjørn Jagland, a déposé la médaille du prix Nobel de la paix décernée à Liu Xiaobo, emprisonné en Chine. Il rappelle : "La dernière fois qu'un lauréat n'a pu venir ou être représenté, c'était en 1935. Carl von Ossietzky en avait été empêché par Hitler." L'assistance est debout, y compris le roi et la reine de Norvège. Silence glacial, tristesse, émotion. Jean-François Julliard et Vincent Brossel sont là, représentant Reporters sans frontières.

SOMMAIRE

■ AU FIL DES JOURS	2 et 3
<ul style="list-style-type: none"> ● Notre ami Max nous a quittés. ● La visite en France d'Hu Jintao. ● Aux Assises de Strasbourg : vaincre la méfiance du public. ● Exposition à la MDJ. 	
■ SOLIDARITÉ	4
<ul style="list-style-type: none"> ● Quel avenir pour les médias haïtiens ? ● Les bourses d'assistance en 2010. 	
■ LE PRIX RSF-FNAC 2010	5
<ul style="list-style-type: none"> ● Un journaliste iranien et une radio somalienne à l'honneur. 	
■ FRANCE	6
<ul style="list-style-type: none"> ● Les relations entre presse et pouvoir ne cessent de se dégrader. 	
■ RÉSISTANCE	7
<ul style="list-style-type: none"> ● Le réveil des journalistes russes. 	
■ OTAGES	8
<ul style="list-style-type: none"> ● Stéphane et Hervé : un an de détention. 	

de Reporters sans frontières

L'année qui vient de s'écouler a été particulièrement intense. Aux rendez-vous traditionnels – Journée de la liberté de la presse le 3 mai, Journée contre la cybercensure le 12 mars, prix et lancements d'albums, publication du classement mondial de la liberté de la presse –, sont venues s'ajouter les festivités pour notre 25^e anniversaire.

Et l'actualité internationale a apporté son lot de violations de la liberté de la presse. La détention du journaliste tunisien Taoufik Ben Brik, l'exode des journalistes iraniens, la vague de censure en Birmanie et les violences commises en Côte d'Ivoire ont été autant de raisons de nous mobiliser.

Mais cette année 2010 a également eu un parfum particulier pour l'opinion publique française.

Tout d'abord, en raison de la prise d'otages des deux journalistes de France 3, Stéphane Taponier, Hervé Ghesquière, et leurs trois accompagnateurs, en Afghanistan. A l'heure où ces lignes sont écrites, ils sont encore en captivité, dans des conditions inconnues mais sûrement très pénibles. Espérons

qu'à l'heure où elles seront lues, ils auront été libérés. Cette prise d'otages – la plus longue pour des reporters français depuis la guerre du Liban dans les années 80 – nous a occupés tout au long de l'année. De rassemblements en signatures de pétitions, de rencontres politiques en déplacements à l'étranger, y compris à Kaboul, toute l'équipe de Reporters sans frontières et ses administrateurs se sont mobilisés pour leur libération. En faisant preuve de détermination et d'imagination. Mobiliser l'opinion pendant toute une année, à travers les médias, sans nouvelles informations, relève de la gageure.

Mais les Français ont aussi entendu parler de la situation de la liberté de la presse ici, chez nous. C'est la première fois depuis de longues années que l'indépendance des médias français fait l'objet d'un tel débat. Nicolas Sarkozy et d'autres responsables politiques – y compris au sein de l'opposition – ont eu

des mots très durs envers les journalistes. Il faut dire que cela faisait longtemps que la presse n'avait pas révélé autant de scandales d'État et d'affaires impliquant de hauts responsables. Signe encourageant d'une presse d'investigation qui résiste aux pressions et tient son rang de quatrième pouvoir. Sur ce terrain-là aussi, Reporters sans frontières s'est mobilisée. Et continuera de le faire en 2011 à l'occasion d'une grande soirée organisée avant l'été et d'une campagne spécifique sur le sujet avant l'élection présidentielle de 2012.

L'actualité à l'étranger sera encore chargée l'an prochain. Les élections présidentielles en République démocratique du Congo, la lente agonie du régime castriste qui va se poursuivre,

la crise coréenne sont autant de faits politiques qui auront des répercussions sur les libertés fondamentales.

Mais, à coup sûr, l'année 2011 sera celle de la liberté d'expression sur Internet.

WikiLeaks est venu bousculer notre approche de l'information et des médias. Et ce n'est qu'un début. De

nouveaux acteurs – ceux qu'on appelle les "pure players" – ont pris place sur Internet et supplantent de plus en plus les médias traditionnels. D'autres pointent leur nez et vont encore plus loin, n'hésitant plus à marier des métiers pour une information renouvelée : les journalistes travaillent désormais main dans la main avec des informaticiens, des développeurs, des graphistes, des designers pour proposer une lecture originale de l'actualité, ultra dynamique et totalement interactive.

Reporters sans frontières est en pointe dans le domaine de la liberté d'expression en ligne. Nous avons été la première organisation de défense des droits de l'homme à créer, il y a dix ans, un bureau dédié à la lutte contre la censure sur le Web. Nous devons poursuivre et continuer d'aider les blogueurs, les cyberdissidents, les net-citoyens et tous ceux qui utilisent ces technologies pour s'exprimer et nous informer.

Jean-François JULLIARD

ÉDITO

La liberté sur Internet : enjeu majeur en 2011

RSF sur iPhone

Depuis le 9 décembre, l'application iPhone Reporters sans frontières est disponible. Consultez à tout moment les infos, enquêtes, rapports et communiqués de l'association, et accédez au baromètre de la liberté de la presse. Application à télécharger gratuitement sur www.itunes.apple.com.



Une boutique RSF, en ligne !

La boutique en ligne de Reporters sans frontières a ouvert le 9 décembre dernier. Elle propose plusieurs catégories de produits : retrouvez toute la collection d'albums photo, le tee-shirt créé en soutien à Liu Xiaobo, prix Nobel de la Paix 2010, celui des anneaux olympiques de Pékin 2008, des accessoires photos. Des produits en édition limitée (gamme de produits Azarro à l'effigie de Reporters sans frontières) sont également disponibles. L'argent récolté grâce à la vente de ces produits permettra d'aider des journalistes en danger, de soutenir des médias en difficulté ou encore de fournir des casques ou des gilets pare-balles à des reporters travaillant en zones de guerre. Rendez-vous sur www.boutique.rsf.org/

Notre ami Max nous a quittés



Max Watts, correspondant de RSF en Australie et l'un de nos plus anciens militants et collaborateurs, est décédé le 23 novembre à l'âge de 81 ans.

Germanophone et francophone, citoyen engagé, ardent défenseur de la paix et de la démocratie, Max a mené dans sa vie de nombreux combats, notamment contre la guerre au Viêt-Nam.

Depuis plus de dix ans, il envoyait à Reporters sans frontières des informations sur la situation de la liberté de la presse dans son pays d'adoption, mais également sur le Timor Oriental, la Palestine ou encore la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Récemment, il avait mis toute son énergie à couvrir l'enquête menée par une magistrate australienne sur l'assassinat de cinq journalistes à Balibo (Timor Oriental) en 1975, par l'armée indonésienne.

C'est avec une immense tristesse que nous avons appris la disparition d'un homme que nous aimions et que nous respections.

■ **SOLIDARITÉ** - Le photographe de guerre Joao Silva a sauté sur une mine, le 23 octobre dernier, près de Kandahar, en Afghanistan. Il a dû être amputé des deux jambes en dessous des genoux. Il était en mission pour le New York Times. Ses camarades photographes ont créé un site pour le soutenir ainsi que sa famille. On peut y acheter un tirage*. Reporters sans frontières a témoigné sa solidarité par un message et par un don.

Joao Silva était un habitué des terrains difficiles. Avec Kevin Carter, Ken Oosterbroek et Greg Marinovich, il a fait partie du groupe de photographes appelé le Bang Bang Club, qui couvrit les événements en Afrique du Sud depuis la libération de Nelson Mandela aux élections de 1994. Ensuite, il a couvert le Soudan, les Balkans, l'Asie centrale, la Russie, le Proche-Orient et l'Afghanistan. On peut admirer son travail sur son site <www.joaosilva.co.za>.

* <http://joaosilva.photoshelter.com/gallery-list>

■ **ADHÉRENTS** - Début décembre, Reporters sans frontières comptait 922 adhérents dont 367 en Ile-de-France.

Le Président chinois à Paris : colombes et parapluies pour Liu Xiaobo



REUTERS / Eric Gallard



REUTERS / Eric Gallard

Surtout, ne pas importuner notre ami Hu Jintao, le président chinois avec des questions déplacées sur les violations des droits de l'homme en Chine et plus particulièrement sur le sort réservé à Liu Xiaobo, Prix Nobel de la paix 2010, qui purge une peine de onze ans de prison pour ses prises de position en faveur de la démocratie et des droits de l'homme en Chine.

Un formidable dispositif policier a donc été mis en œuvre, à Paris, les 4 et 5 novembre puis à Nice le 6, pour écarter les gêneurs et éviter toute manifestation qui aurait pu déplaire à notre illustre visiteur, d'autant plus respecté qu'il arrivait, tel le père Noël, avec dans sa hotte une pluie de contrats évalués à 16 milliards d'euros.

Les parapluies de la protestation

Ce déploiement massif de forces de l'ordre n'a pu empêcher une poignée de militants de Reporters sans frontières d'ouvrir sur les Champs-Élysées, au passage de la voiture de Hu Jintao se rendant à une cérémonie sur la tombe du soldat inconnu, des parapluies portant des slogans en faveur de la libération de Liu Xiaobo.

Les policiers avaient pourtant pris leurs précautions. Plusieurs militants de l'organisation ont été interceptés dans le métro à la station Franklin Roosevelt où ils ont été gardés à vue, bien au chaud. Quelques-uns cependant, déjouant toute vigilance, ont pu mettre leur projet à exécution (photo de gauche) avant d'être promptement neutralisés (photo de droite). Quatre d'entre eux ont été interpellés et conduits au poste pour être longuement interrogés. L'accusation de "participation à une manifestation illégale et hostile" a finalement été écartée et remplacée par la notion "d'attroupement". Le ridicule ne tue pas. Les policiers qui les ont questionnés ont voulu savoir beaucoup de choses, jusqu'au numéro de digicode de leur immeuble en passant par le montant de leurs revenus (!), la nature de leur emploi et les conditions précises dans lesquelles la manifestation avait été organisée (Par qui ? Où ? Comment ?...) Ils ont été libérés au bout de quatre heures.

Un lâcher de colombes

Une autre manifestation s'était déroulée la veille près de Beaubourg, un lâcher de colombes (notre photo) libérées de leurs cages, les colombes symbolisant les valeurs pacifistes défendues par Liu Xiaobo. Des représentants du Parti socialiste, Mehdi Ouraoui, et du Modem, J.-M. Martin, le maire du XI^e arrondissement de Paris, Patrick Bloche, ainsi que des artistes et journalistes tels que Jean-Michel Ribes, Caroline Fourest, Guy Bedos, Marie Holzman ou Zoé Valdés, et des dissidents chinois, ont participé à cette action et ont signé une pétition demandant la libération de Liu Xiaobo.



AFP PHOTOS

Le secrétaire général de Reporters sans frontières, Jean-François Julliard, et le responsable du bureau Asie Pacifique de l'organisation, Vincent Brossel, ont assisté le 10 décembre à Oslo à la cérémonie de remise du prix Nobel à Liu Xiaobo, invités par son épouse, également retenue en Chine. – **D.J.**

Aux Assises à Strasbourg

Comment vaincre la méfiance du public ?

En quatre éditions annuelles, les Assises Internationales du Journalisme se sont installées dans le paysage médiatique. D'une manifestation à l'autre - la dernière s'est tenue à Strasbourg à la mi-novembre - le numérique a pris une place essentielle dans les débats. En témoignent ces intitulés de quelques-uns des ateliers : "modérateurs, animateurs de communautés, des métiers pour les journalistes", "s'informer via les réseaux sociaux" ou encore "téléphones et tablettes, le règne de l'info mobile"...

Depuis une dizaine d'années, les médias traditionnels cherchent une organisation du travail entre "print" et "web" sans recettes miracles tandis qu'aucun "pure player" ne peut imposer un modèle économique viable. Mais la mutation s'est faite, *mutatis mutandis* et nécessite aujourd'hui une analyse et une prospective. Une démarche attendue par les professionnels mais aussi par les étudiants des écoles de journalisme présents en force à Strasbourg. Des jeunes qui ne cachent pas leurs inquiétudes entre une vision "idéalisée" de leur profession et la réalité qui les attend sur le terrain.

Et parmi cette réalité : la méfiance de leur public. Comment les journalistes peuvent-ils être crus, reconnus, respectés ? Le développement du numérique rend la question encore plus lancinante (lire à ce propos sur le site www.journaliste-entrepreneur.com le rapport de Philippe Couve et Nicolas Kayser-Bril) et ancre un peu plus dans leurs convictions ceux qui pensent que la déontologie doit être formalisée dans un texte national et s'accompagner d'une instance de régulation.

Un grand moment

L'un des grands moments des Assises a été la rencontre, dans l'une des salles du Conseil de l'Europe, de tous les acteurs qui concourent à l'information autour de cette double idée. Pas moins de 25 interventions lors d'un tour de table qui restera historique. Les syndicats représentant les salariés, les éditeurs de la presse écrite (sauf la PQR et la PQN) et de l'audiovisuel public et privé, les représentants des partis politiques, du public, des organisations professionnelles, des médiateurs, des sociétés de journalistes ont donné ou précisé leurs convictions qu'il est impossible de synthétiser ici. Retenons-en les propos d'Yves Agnès, à l'origine de la démarche en tant que président de l'APCP (Association de Préfiguration d'un Conseil de Presse) pour qui ce fut "un moment porteur d'avenir". De fait "l'urgente nécessité d'un texte de référence s'imposant à toute la profession" a bien été mise en avant par la majorité des interlocuteurs. Plus ambiguë a été la position sur le comité d'éthique et notamment le rôle du public. Loïc Hervouet, rapporteur du débat, note qu'au-delà des divergences, il existe une urgence commune : celle de formaliser cette exigence professionnelle par des initiatives.

Président de RSF, Dominique Gerbaud s'est dit, à titre personnel, favorable à une charte qui engage la profession et à des comités d'éthique dans les rédactions, première étape vers une autorité nationale. Il a rappelé que ce débat intéressait les membres de RSF et annoncé que des États Généraux pour la liberté de la presse seraient organisés au printemps prochain.

Correspondant : un métier à part

C'est aussi à l'aune des pratiques professionnelles que le jury des prix des Assises a récompensé le livre de notre confrère néerlandais, Joris Luyendijk *Des hommes comme les autres*, sous-titré *Correspondants au Moyen-Orient*. Publié par une petite maison d'édition (éditions Nevicata), boudé par les médias, l'ouvrage, qui critique le comportement des journalistes, a été plébiscité par le public. 450 000 exemplaires vendus aux Pays-Bas !

Le métier de correspondant est un métier à part. Et quand Joris Luyendijk est envoyé au Caire parce qu'il parle arabe mais sans aucune formation journalistique, il va découvrir, d'abord avec naïveté, mais très vite avec beaucoup de lucidité, les difficultés d'exercer sa "mission". Cinq années passées au Proche-Orient dont une partie à "couvrir" le conflit israélo-palestinien et notre confrère en tire une dure leçon à méditer : il est impossible dans des pays de dictature ou en guerre de rapporter la réalité. Les faits sont têtus a-t-on l'habitude de dire ici. Là-bas, les faits sont altérés, faussés, tronqués. Manipulés, nous devenons, volontairement ou non, manipulateurs de notre public. La même vigilance s'impose, ici comme là-bas.

Jacqueline Papet



Les Assises ont manifesté pour la libération des otages

■ **GENÈVE** - À compter du 1^{er} janvier 2011, Héléne Sackstein, ancienne journaliste franco-américaine et excellente praticienne des ONG, prend la succession de George Gordon-Lennox pour représenter RSF au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. Elle sera assurée du soutien éclairé de George. Héléne Sackstein représente depuis de longues années l'Alliance internationale des femmes au CDH et elle est vice-présidente du comité ONG pour les droits humains.

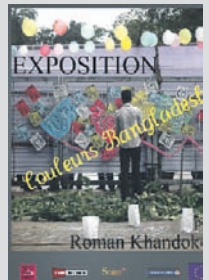


■ **RAPPORT** - Neuf organisations de défense de la liberté d'expression ont mené en commun une enquête au mois de septembre en Azerbaïdjan. Reporters sans frontières était représentée par Lucie Morillon, responsable du bureau Internet. Elles ont rendu fin octobre un rapport alarmant sur la situation régnant en matière de liberté de la presse et d'information dans le pays : législation répressive, violences commises en toute impunité contre les journalistes et les blogueurs, emprisonnement de ceux et celles qui osent émettre des critiques. Le rapport est consultable sur le site Internet de RSF, www.rsf.org. Après sa publication, deux blogueurs dont la mise en liberté était demandée ont recouvré la liberté.

■ EXPOSITION

Reporter photographe bangladaise exilé en France, Roman Khandoker présente du 7 décembre 2010 au 26 janvier 2011, à La Maison des journalistes, sous le titre "Couleurs du Bangladesh", une exposition de photos réalisées dans son pays lors de reportages avec des organisations humanitaires. Roman Khandoker est actuellement résident de la MDJ dans l'attente du statut de réfugié politique.

Maison des journalistes,
35, rue Cauchy, 75015 Paris
www.maisondesjournalistes.org



Le courrier de Reporters sans frontières

Publication trimestrielle
Prix 1,5 € - Abonnement un an : 5 €
N° ISSN 1814-8190

Directeur de la publication : Jean-François Julliard
Rédacteur en chef : Daniel Junqua assisté de Delphine de Peretti
Réalisation et impression : Editions Mimosa
262, avenue Maurice Planès - 34077 Montpellier
Edité par Reporters sans frontières
Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique
47, rue Vivienne - 75002 Paris

Tél : 01 44 83 84 84 - Mail : rsf@rsf.org - Site : www.rsf.org

Vieille question : quel avenir pour les médias haïtiens ?

Un an après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, la presse haïtienne a repris avec une étonnante vitalité. "J'en suis même surpris", nous confie Max Chauvet (notre photo), directeur de *Le Nouvelliste*, le principal quotidien de l'île qui tire à 15 000 exemplaires. Après plusieurs mois sans rotatives, le journal a écarté l'idée de basculer sur le Net pour reprendre une activité presque normale.



François Louis

"Nous n'avons pas retrouvé notre nombre d'abonnés initial ; cela mettra encore quelques années mais le journal va bien et nous travaillons avec une équipe aussi complète qu'avant le séisme." *Le Matin*, autre grand quotidien de Port-au-Prince, fait face, quant à lui,

à plus de difficultés financières et sort désormais à un rythme hebdomadaire.

Il est plus difficile de faire la part des choses dans le domaine radiophonique. *Radio Kiskeya*, *Radio Caraïbes*, deux fers de lance du journalisme radio, ont repris leurs programmations après un semestre

de flottement. La population est, comme avant, branchée sur les ondes et goûte ses programmes préférés. Mais au milieu de ce véritable vivier radiophonique – 57 stations rien qu'à Port-au-Prince – beaucoup ne font que survivre, assurant leurs émissions de façon épisodique, quand le journaliste est disponible, quand l'argent est là pour payer l'essence qui alimente le générateur.

Le centre de presse que Reporters sans frontières a mis en place en janvier 2010, lui, n'a pas perdu de sa pertinence ni de sa fréquentation. Bien au contraire. Passé la phase d'urgence, il est devenu une maison des journalistes. Une vingtaine de professionnels de médias se retrouvent tous les jours pour y faire leur copie, rentrer en contact avec la presse internationale, suivre les animations hébergées par le centre telles les réunions de coordination des communicants des ONG humanitaires (CDAC), les formations desservies par Internews, Canal France international ou AFP.

De vieux problèmes, jamais résolus

Au fond, les problèmes auxquels sont confrontés les médias en Haïti sont ceux qui n'avaient toujours pas été résolus avant le début de 2010. Problème de formation des journalistes, problème de statut,

problème d'investissements et de viabilité économique. Deux questions sont également restées sans solutions : l'accès au marché publicitaire et la régulation de la presse radiophonique, dans un paysage médiatique qui compte plus de radios illégales que de stations enregistrées par les autorités. Enfin la pauvreté du secteur audiovisuel qui ne compte aucune production locale est également un défi pour l'avenir de la presse haïtienne qui bascule souvent dans le piratage des programmes français, canadiens et américains.

Comment convaincre les bailleurs de soutenir la presse haïtienne quand toute l'attention est portée sur la reconstruction après le tremblement de terre ? Comment faire valoir l'importance d'une presse solide alors que le système politique est en déshérence et que l'économie du pays est entraînée par les seules organisations internationales ? Comment retenir ses meilleurs éléments alors que l'aide humanitaire agit en véritable aspirateur des ressources humaines ? Voilà de nombreuses questions auxquelles les journalistes de l'île cherchent encore des réponses.

Gilles Lordet

Directeur de la Recherche

Plus de deux cents bourses d'assistance ont été octroyées en 2010

Le bureau Assistance, chargé d'apporter une aide humanitaire et juridique aux journalistes en difficulté, gère une moyenne de trente demandes par mois. En 2010, plus de 200 bourses d'assistance ont été octroyées. Prise en charge de frais médicaux, aide aux familles, achat de matériel, paiement d'honoraires d'avocats..., les actions d'accompagnement varient selon les situations.

En prison, permettre l'accès aux soins et à un avocat

Au Cameroun, les directeurs de publication de *Cameroun Express*, *La Nation* et *Le Devoir* ont été incarcérés en mars 2010 pour "faux et usage de faux". Après avoir demandé leur libération, l'organisation s'est inquiétée de leur état de santé, notamment celui de Bibi Ngota. Le journaliste est finalement décédé dans la prison de Kondengui, faute de soins, le 22 avril dernier. Quelques mois plus tard, son confrère, Robert Mintya, a été agressé dans sa cellule. Reporters sans frontières a tout de suite pris en charge les frais d'hospitalisation, lui permettant de recevoir un traitement médical adapté alors que son pronostic vital était engagé. Le troisième détenu, Serge Sabouang, a aussi reçu un soutien financier : au Cameroun, les détenus doivent payer pour leurs besoins quotidiens en prison. Finalement, ces deux journalistes ont bénéficié le 24 novembre d'une mise en liberté provisoire, après neuf mois de détention.

En Somalie, Abdifatah Jama Mire, directeur de la radio *Horseed Media FM* émettant au Puntland a été

condamné à 6 ans de prison pour avoir diffusé un entretien avec un chef rebelle lié à Al-Qaida. Le journaliste était accusé d'avoir "violé les lois anti-terroristes" de la région semi-autonome. Son procès a été expéditif : il a comparu seul, 24 heures après son arrestation. Grâce à la défense assurée par un avocat, dont les honoraires ont été pris en charge par Reporters sans frontières, le président de la cour d'appel a confirmé que les charges contre le journaliste étaient infondées. Le 8 novembre, ce dernier a bénéficié d'une mesure de pardon de la part du président du Puntland, après 86 jours de détention.

Agir en cas de catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles qui ont frappé Haïti et le Pakistan, en janvier et en août 2010, ont provoqué des drames humanitaires d'envergure. Alors que la population, en temps de crise, ressent un besoin vital d'informations, Reporters sans frontières a contribué à la poursuite du fonctionnement des médias papier et radio. Au Pakistan, l'organisation a apporté un soutien financier à trois publications indépendantes – *Shamal*, *Salam* et *Chand* – de la vallée de Swat qui a été l'une des régions les plus touchées. Les frais de carburant des générateurs ont été pris en charge.

Aider les journalistes cubains contraints à l'exil

Le 7 juillet 2010, le gouvernement de La Havane a promis au gouvernement espagnol de libérer, en quatre mois, les derniers prisonniers politiques

arrêtés lors de la vague répressive du "Printemps noir" de mars 2003. Seize journalistes cubains ont ainsi transité par Madrid, la plupart se sont établis depuis en Espagne. Après le soulagement, le déracinement et la précarité leur pèsent. Reporters sans frontières les soutient. Du matériel professionnel a été fourni à certains d'entre eux et l'organisation poursuit son action auprès des "excarcelados" afin que, plusieurs mois après un accueil très médiatisé, ils ne soient pas oubliés.

Prisca Orsonneau

Responsable du bureau "Assistance"

Quatre journalistes francophones à l'honneur

Le "Prix RFI-Reporters sans frontières-OIF – Prix francophone pour la liberté de la presse" a été décerné le 24 novembre 2010 au musée Dapper, à Paris. Le jury, présidé cette année par Patrick Poivre d'Arvor, a récompensé quatre journalistes. Les lauréats sont William Rasoanaivo dit "Pov" (Madagascar), dans la catégorie "dessin de presse", ainsi qu'Aïcha Akalay et Hassan Hamdani (Maroc) dans la catégorie "presse écrite et électronique". En radio, la Camerounaise Rosine-Flore Azanménéné s'est vue décerner le prix Jean Hélène. Les reportages et le dessin de presse primés sont en ligne sur le site Internet : www.prix-rfi-rsf-oif.org/

Un journaliste iranien et une radio somalienne à l'honneur

Paris, jeudi 9 décembre : dans l'amphithéâtre du Centre d'accueil de la presse étrangère (CAPE), au Grand Palais, Reporters sans frontières, en partenariat avec la FNAC, couronnait "le journaliste de l'année". À Oslo, le lendemain, le Comité Nobel remettait solennellement le prix Nobel de la paix. Ces deux événements ont présenté un trait commun. Les récipiendaires, à Paris, le journaliste iranien Abdolreza Tajik, à Oslo, le défenseur chinois des droits de l'homme Liu Xiaobo, étaient tous deux absents, retenus en prison dans leur pays, le premier purgeant une peine d'un an et le second de onze années ! Dans la capitale norvégienne, le président du Comité Nobel, Thorbjørn Jagland, a déposé le prix sur une chaise vide. À Paris, il est revenu à l'avocate Gisèle Halimi de remettre le prix, symboliquement, à son homologue iranienne Shirin Ebadi, elle-même couronnée par le Nobel de la paix en 2003. "La liberté de l'information est un droit de l'homme, a déclaré Gisèle Halimi, mais c'est encore plus un droit pour les femmes si longtemps tenues au silence, à la censure, si longtemps enfermées dans les tabous et les préjugés". Et l'ancienne ambassadrice de France à l'Unesco a rappelé la phrase de sa consœur iranienne : "Si vous ne pouvez éliminer l'injustice, au moins, racontez-la à tous !"

C'est devant un auditorium bondé – une partie des invités, faute de place, a dû suivre la remise du prix sur des écrans de télévision à l'extérieur – que Jean-François Julliard, secrétaire international de Reporters sans frontières a ouvert la cérémonie animée par la journaliste Elizabeth Tchoungui, Dominique Gerbaud, président de l'organisation, a rappelé ses missions en évoquant, tout simplement, les multiples atteintes à la liberté de la presse enregistrées le jour même dans le monde. Isabelle Saviane, membre du comité exécutif de la Fnac, a expliqué quant à

elle les raisons pour lesquelles sa société participait au combat pour la liberté de la presse et le droit à l'information avec RSF. "L'engagement de la Fnac fait intégralement partie de son ADN et donc de son modèle économique", a-t-elle dit. Et elle a annoncé que la Fnac allait proposer en 2011 à Reporters sans frontières de nouvelles actions communes.

Le prix Reporters sans frontières récompense aussi un média particulièrement actif dans la bataille pour une information libre. Il a été remis par l'écrivain Jean-Christophe Rufin, ex-ambassadeur de France au Sénégal et en Gambie, à la station de radio somalienne "Radio Shabelle", seule radio encore indépendante à émettre à partir de Mogadiscio et qui a payé et paye encore chèrement son combat. Recevant cette distinction, Ali Abdi, le directeur des relations internationales du Shabelle Media Network, a dit la détermination des journalistes et des employés de la radio à poursuivre leur travail en dépit des dangers qu'ils doivent affronter quotidiennement.

La soirée s'est terminée par une présentation par l'auteur lui-même, du nouvel album de photos de Reporters sans frontières, mis en vente le jour même, le célèbre photographe David Burnett.



De g. à dte : D. Gerbaud, E. Tchoungui, J.-C. Rufin, S. Ebadi, J.-F. Julliard, G. Halimi, D. Burnett et A. Abdi.

RSF / DR

Le combat exemplaire d'Abdolreza Tajik

Abdolreza Tajik est l'une des bêtes noires du pouvoir iranien. Il est vrai qu'il a tout pour déplaire aux mollahs qui dirigent d'une main de fer le pays et ne tolèrent pas la moindre critique. Diplômé en sciences politiques de l'Université de Téhéran, membre du Cercle des défenseurs des droits de l'homme, il entre en journalisme en 1997, à l'âge de 31 ans. Courageux, obstiné, il entreprend une carrière dans la presse réformatrice, allant d'un titre à l'autre au fur et à mesure qu'ils sont victimes de la censure. Il passe ainsi de *Fateh* suspendu en 2000 à *Bahar*, suspendu en 2001, à *Bonyan*, suspendu en 2002, à *Hambastegi*, suspendu en 2003, à *Shargh*, suspendu en 2008 et à *Farhikhteghan*.



Abdolreza Tajik

Souvent responsable des pages politiques, poste particulièrement risqué en Iran, il s'attache particulièrement à dénoncer les atteintes à la liberté d'expression et les arrestations arbitraires de journalistes. La qualité de son travail et la solidarité qu'il ne cesse de manifester à ses confrères emprisonnés, réunissant des signatures et rédigeant des pétitions pour exiger leur libération, lui ont attiré l'estime de la profession.

Tout cela lui a valu, depuis des années, d'être régulièrement convoqué, quasiment chaque mois, dans les locaux des services de sécurité quand ce n'est pas devant les tribunaux.

Incarcééré pour la troisième fois en moins d'un an, le 12 juin 2010, Abdolreza Tajik a été libéré le 22 décembre dernier à 21h00. Reporters sans frontières se réjouit de la libération d'une figure emblématique de la lutte pour les libertés et la presse en Iran. Elle ne change malheureusement rien à la désastreuse situation des libertés fondamentales dans le pays. L'organisation renouvelle son appel à la libération des 46 autres professionnels de l'information et défenseurs de la liberté d'expression encore maintenus en détention.

Radio Shabelle, l'indomptable

C'est désormais l'unique voix indépendante à s'élever encore en Somalie. Mais à quel prix ! Le bilan est terrifiant. Radio Shabelle a perdu depuis 2007 cinq de ses journalistes dont deux directeurs de la station, Mukhtar Mohamed Hirabe et



Des femmes participent à un débat en studio

Bashir Nur Gedi. Pour diminuer les risques, la direction est, depuis, devenue collégiale. Sept journalistes ont été blessés, 21 arrêtés et quelque 90 autres ont dû prendre le chemin de l'exil. Malgré cela, et en dépit des difficultés pour renouveler l'effectif, la radio poursuit sa tâche. Elle a dû quitter ses anciens locaux, situés sur un marché au cœur de Mogadiscio, dans une zone tenue par les miliciens islamistes d'Al-Shabaab. Les locaux étaient constamment envahis, et les présentateurs contraints de diffuser des communiqués dictés par les miliciens. Elle s'est installée dans le quartier contrôlé par les forces de l'Union africaine, l'AMISOM, une zone où la sécurité est... relative.

Considérée par les milices islamistes comme servant les intérêts des "Croisés" parce qu'elle couvre l'actualité somalienne de façon indépendante et refuse de leur servir de porte-voix, Radio Shabelle est devenue leur cible principale. Elle fait front cependant et continue son travail d'information malgré les pressions et les menaces. A l'été 2010, elle a cependant été contrainte de cesser la diffusion d'un talk-show, "Tartan Aqooneedka Shabelle".

© Shabelle Media Network

L'agression de trop et le réveil des journalistes russes

Malgré la violence endémique, malgré les pressions et la répression, la société russe a longtemps été qualifiée d'inerte ou d'apathique. Au point que les meilleurs connaisseurs du pays ont pu douter de la possibilité d'un réveil ou de son imminence. Mais l'agression, début novembre, d'un journaliste du quotidien d'affaires *Kommersant*, a ouvert un chapitre inédit, marqué par une solidarité nouvelle.

La nuit du 6 novembre 2010, dans le centre de Moscou, le journaliste du quotidien *Kommersant*, Oleg Kachine, a été sauvagement passé à tabac. Pendant les 90 secondes de l'agression, ses assaillants lui ont porté plus de soixante coups de barre de fer. Il a été battu ainsi pour signifier à tous ses confrères que le journalisme peut mener au passage à tabac. Oleg Kachine a perdu des doigts pour qu'il n'écrive plus. Hospitalisé, il a commencé à se rétablir et après sa sortie de l'hôpital, il est déterminé à continuer à écrire sur des sujets politiques et sociaux, comme il le faisait avant le 6 novembre.

L'enquête sur ce crime avance bon train. Ceux qui entretiennent quelque lien que ce soit avec le journaliste sont convoqués pour interrogatoire les uns après les autres. Cette méticulosité s'explique aisément : Oleg Kachine est l'un des plus influents journalistes de l'un des principaux quotidiens russes. Mais l'important est ailleurs : dès le lendemain du drame, le président Medvedev s'est exprimé à ce sujet sur son compte Twitter, avant de donner l'ordre aux directeurs des forces de l'ordre de prendre l'enquête sous leur contrôle personnel.

Indépendamment de la conclusion de cette enquête, l'agression contre Oleg Kachine fera date dans l'histoire de la communauté journalistique russe en raison de la réaction même des journalistes. Pour la première fois depuis les dix dernières années, ils se sont unis, pour dire "Cela suffit". Le maître mot ici est "solidarité".

Une impunité totale

En Russie, la profession de journaliste est dangereuse. Ce ne sont pas des paroles en l'air, mais ce que montrent les statistiques de meurtres et d'agressions de professionnels des médias. Des statistiques telles que l'assassinat d'un journaliste ne font plus les gros titres de la presse. L'agression de l'un d'entre eux fera l'objet d'un commentaire d'une ligne dans les nouvelles du jour. Tout se déroule dans une atmosphère d'impunité totale ; les forces de l'ordre ne réagissent quasiment pas aux agressions contre les journalistes. En cas de meurtre, une enquête est généralement ouverte, mais elle aboutit rarement devant les tribunaux. Lorsque c'est le cas, il est loin d'être acquis que cela mène à quoi que ce soit. Les enquêtes sont mal ficelées, les preuves manquent et un verdict d'acquiescement est fréquemment rendu. Il suffit de nous remémorer le procès des complices présumés de l'assassinat d'Anna Politkovskaïa.

De plus, les commanditaires ne sont jamais identifiés. Dans le rare cas d'une agression de journaliste débouchant sur un procès, comme celle de la mort d'Igor Domnikov (*Novaja Gazeta*), les exécutants et les organisateurs seuls ont été jugés. Les instigateurs n'ont jamais été retrouvés, bien que ses collègues aient évoqué plusieurs noms de possibles responsables.

En dépit de cette situation, la communauté journalistique est restée inerte, jusqu'à l'agression d'Oleg Kachine. Le bâillonnement de la presse, commencé par Vladimir Poutine lors de son arrivée au pouvoir début 2000, a rempli son office. Le sens de la solidarité entre journalistes a disparu. Mais avec l'agression d'Oleg Kachine, tout a changé : les journalistes russes se sont "réveillés".

Dans les moments qui ont suivi l'attaque, ils ont organisé une manifestation devant les locaux de la direction générale des affaires intérieures de la capitale. Les participants, éloignés les uns des autres de quelques mètres, brandissaient des affiches sur lesquelles était inscrit : "Le journaliste Oleg Kachine a été passé à tabac. J'exige que les exécutants et les commanditaires soient trouvés". Ils se sont relayés toutes les vingt minutes, se tenant silencieux, indifférents au temps automnal et à la pluie froide.



Des manifestants silencieux et déterminés

Une semaine après l'agression, un rassemblement s'est déroulé sur l'une des places centrales de Moscou. Des figures importantes du journalisme y ont participé, dont certaines étaient loin d'entretenir des relations simples avec le journaliste de *Kommersant*. Et cela ne s'est pas arrêté là.

Des journalistes travaillant pour différentes rédactions se sont associés pour publier un journal collectif, intitulé *Kachinez* ("Ъ" en russe, ce signe est le symbole du quotidien *Kommersant* employant Kachine). Le titre contenait une sélection d'articles sur cette affaire, ainsi qu'une liste de journalistes ayant été victimes d'agressions ces dernières années. Le journal a été distribué gratuitement dans des lieux publics (cafés, restaurants, etc.), mais aussi envoyé aux autorités. Par ailleurs, une lettre ouverte adressée à Dmitri Medvedev a été signée par la plupart des rédacteurs en chef des principaux médias du pays.

Cela constitue un véritable tournant : les journalistes russes ont désormais de nouveaux plans, qu'ils réalisent ensemble.

Pourquoi cela est-il possible aujourd'hui ? Pourquoi, alors que la réaction à l'assassinat d'Anna Politkovskaïa en 2006, avait été plus forte à l'étranger qu'en Russie, les journalistes russes se sont-ils réveillés après l'agression d'Oleg Kachine ? Il me semble qu'il y a au moins deux réponses possibles à ces questions.

La première consiste dans la sauvagerie de son agression. Les images captées par une caméra de surveillance installée devant le domicile du journaliste ont été diffusées sur Internet. Cette vidéo est courte, elle dure en tout et pour tout une minute trente. Mais la cruauté de l'attaque est particulièrement choquante. L'homme est au sol, et l'on continue à le frapper méthodiquement avec une barre de fer. L'un de ses agresseurs l'immobilise pendant que l'autre le martèle. Les réflexions sur le thème "Cela peut arriver à chacun, y compris moi", se sont incarnées concrètement dans l'acharnement sur le journaliste, enregistré par la caméra.

Des journalistes jeunes et actifs

La seconde réponse se cache dans l'âge même des journalistes qui ont été les plus impliqués dans les différentes actions de soutien à Oleg Kachine. Ils ont en moyenne 20 à 30 ans. Ils sont jeunes et actifs, travaillent dans de grands médias. Tous connaissent Oleg Kachine, beaucoup sont ses amis, et tous l'ont rencontré au moins une fois. Les lieux sont rares où les journalistes sortent et se retrouvent après une journée de travail. Nous les connaissons tous. Et Oleg Kachine les fréquentait aussi. C'est pourquoi chaque coup porté contre lui a été ressenti comme un coup porté à chaque membre de ce groupe.

Combien de temps sera-t-il possible de préserver cette solidarité ? Il est impossible de répondre à cette question. Cependant, elle devrait durer tant que les autorités ne réagiront pas de manière adéquate aux événements, et qu'il faudra se défendre soi-même.

La réponse des autorités à l'agression d'Oleg Kachine consiste en un projet de loi proposant de durcir les sanctions légales à l'encontre des agresseurs de journalistes. La mesure est absurde : on peut bien durcir la loi jusqu'à prévoir la guillotine, cela n'aura aucun sens si aucun coupable n'est jamais trouvé. Or c'est la situation qui prévaut à l'heure actuelle. Le célèbre slogan "*El pueblo unido jamás será vencido*"* est donc plus actuel que jamais.

Après l'agression d'Oleg Kachine, la communauté journalistique russe ne sera plus la même. Restera-t-elle unie ? Nul ne le sait. Mais elle sera, quoi qu'il en soit, différente.

Tikhon Dziadko,
correspondant de RSF en Russie
(Traduction Elsa Vidal, responsable du bureau Europe & Asie centrale)

* *El pueblo unido jamás será vencido* (« Le peuple uni ne sera jamais vaincu ») a été écrit par le compositeur chilien Sergio Ortega en juin 1973.

Au cœur de ces montagnes désolées, les otages des talibans



APP / Shah Marai

Ils sont là, depuis plus d'un an désormais, quelque part au cœur de ces montagnes hostiles, désolées, à plus de 2000 mètres d'altitude. Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière et leurs trois accompagnateurs afghans doivent affronter un deuxième hiver aux mains de leurs geôliers dans l'isolement, le froid, la précarité, le dénuement, la souffrance et la peur. Nous ne pouvons que penser à eux, la rage au cœur, et clamer sans cesse que cette violence est absurde et qu'elle doit cesser. Ils ne sont coupables de rien. Ils ont seulement fait leur métier. Leur maintien en détention par les taliban est un crime.

365 jours d'angoisse et de souffrance

